

Nations Unies  
**ASSEMBLEE  
GENERALE**

ONZIEME SESSION  
Documents officiels



TROISIEME COMMISSION, 758e

SEANCE

Vendredi 8 février 1957,  
à 15 h. 15

New-York

SOMMAIRE

	Page
Point 12 de l'ordre du jour:	
Rapport du Conseil économique et social (chap. VI et VII) [suite]	
Discussion générale (suite).....	403

**Président:** M. Hermod LANNUNG (Danemark).

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

**Rapport du Conseil économique et social (chap. VI et VII) [A/3154, A/C.3/L.598, A/C.3/L.599/Rev.1, A/C.3/L.600] (suite)**

DISCUSSION GENERALE (suite)

1. M. PETRZELKA (Tchécoslovaquie) formulera quelques observations au sujet de la partie du rapport du Conseil qui a trait à la question évoquée par la délégation afghane (A/3154, par. 474 et 475). L'Organisation des Nations Unies doit veiller à ce que toute la production et tout le commerce de l'opium soient soumis à un contrôle international. C'est pourquoi la délégation tchécoslovaque estime qu'il devrait être fait droit à la demande de l'Afghanistan, dont le bien-fondé a déjà été reconnu par la Commission des stupéfiants dans la résolution qu'elle a adoptée à sa onzième session<sup>1</sup>. Si le Conseil économique et social a ensuite adopté la résolution 626 G (XXII), ce n'est pas parce qu'il avait des doutes quant au fond, mais parce qu'il voulait hâter la solution du problème, la Commission des stupéfiants étant l'organe qualifié pour examiner la question sous tous ses aspects. Cette commission voudra certainement tenir compte non seulement des délibérations du Conseil, mais aussi des vues exprimées à la Troisième Commission; il serait donc utile que les procès-verbaux des débats que la Troisième Commission a consacrés à la question lui soient communiqués.

2. M. Petrželka a étudié attentivement les amendements (A/C.3/L.602) présentés au projet tchécoslovaque (A/C.3/L.598) et est heureux de dire qu'il les accepte tous. Il estime en effet qu'ils aideront la proposition à recueillir un plus grand nombre de suffrages. Une fois modifié, le paragraphe 1 du dispositif, tout en invitant les Etats à favoriser le développement de la coopération internationale, leur reconnaîtra le droit de choisir pour ce faire les moyens qui leur paraîtront les plus appropriés. L'essentiel du paragraphe 2 initial est conservé; seule la procédure prévue est modifiée. Les institutions spécialisées, dans leurs rapports annuels, feront part de leur expérience au Conseil, et le Conseil, à son tour, après un travail de coordination, pourra indiquer aux Etats certaines des possibilités qui s'offrent à eux.

<sup>1</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-deuxième session, Supplément No 8, annexe II, résolution II A.

3. M. GREENBAUM (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation, comme elle a eu l'occasion de l'indiquer au Conseil et à la Commission des stupéfiants, est favorable à la demande de l'Afghanistan. Elle a voté pour la résolution 626 G (XXII) du Conseil, qui a invité la Commission des stupéfiants à poursuivre l'étude du problème. Cette commission doit se réunir sous peu et le plus sage serait d'attendre l'issue de ses travaux et de laisser pour le moment la question de côté.

4. La délégation des Etats-Unis est très heureuse de l'initiative qu'a prise la délégation tchécoslovaque. Les Etats-Unis, qui attachent une grande importance aux dispositions de la Charte des Nations Unies relatives au développement de la coopération internationale dans les domaines culturel et scientifique, collaborent très étroitement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). M. Greenbaum, en tant que coauteur des amendements (A/C.3/L.602), remercie le représentant de la Tchécoslovaquie de l'esprit de conciliation dont il a fait preuve.

5. Le texte proposé par les sept puissances (A/C.3/L.599/Rev.1) est complet et met bien en lumière les aspects sur lesquels le Conseil devra insister lors de l'élaboration du programme à long terme prévu dans sa résolution 627 (XXII). La délégation des Etats-Unis appuie entièrement les amendements présentés par la France (A/C.3/L.601) et elle pourra voter en faveur du projet révisé.

6. M. SCOTT FOX (Royaume-Uni) remercie le représentant de la Tchécoslovaquie d'avoir accepté tous les amendements (A/C.3/L.602) présentés à son projet de résolution (A/C.3/L.598).

7. Le représentant de l'Afghanistan a dit que certaines délégations avaient adopté à l'égard de la demande soumise par son pays des attitudes différentes au Conseil économique et social et à la Commission des stupéfiants. Comme c'est la délégation du Royaume-Uni qui a proposé au Conseil le projet de résolution tendant à renvoyer la question à la Commission des stupéfiants, M. Scott Fox voudrait indiquer les raisons pour lesquelles elle a agi de la sorte. Il était devenu évident, tant d'après les déclarations faites au Conseil que d'après celles faites à la Troisième Commission, que cette question donnait lieu à de très vives controverses; des arguments, abondants et souvent fort techniques, étaient avancés de part et d'autre. La délégation du Royaume-Uni a estimé que le Conseil ne pourrait pas parvenir à une conclusion sans que la question soit à nouveau revue dans son ensemble par l'organe techniquement qualifié, c'est-à-dire la Commission des stupéfiants. Le Conseil a partagé cet avis puisqu'il a adopté à l'unanimité la résolution en question. Il ressort clairement des termes de la résolution que les délégations qui l'ont appuyée n'ont pas par là même pris position, dans un sens ou dans l'autre, sur le fond de la question.

8. M. TALAAT (Egypte) regrette qu'à cette session encore, la Troisième Commission soit obligée d'étudier à la hâte un point de son ordre du jour qui englobe tant de questions importantes; il espère qu'il sera possible de tenir quelques séances supplémentaires.

9. La délégation égyptienne formulera quelques observations sur certaines des sections du rapport du Conseil économique et social (A/3154). Elle a déjà eu l'occasion de faire connaître ses vues au sujet du programme d'action pratique concertée de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans le domaine social, lors de la vingt-deuxième session du Conseil. Le programme comprend les trois éléments suivants: 1) examen de la situation sociale dans le monde; 2) étude et analyse des progrès accomplis dans le domaine social et du stade atteint dans la mise en œuvre des programmes locaux, nationaux et régionaux entrepris dans ce domaine; 3) étude de la coordination qui existe entre les diverses autorités, nationales et internationales, qui participent à ces activités et des difficultés rencontrées. Ces trois éléments sont complémentaires et l'on ne saurait en négliger un sans compromettre l'ensemble du programme. Au premier de ces éléments correspond le rapport paru en 1952 sous le titre *Rapport préliminaire sur la situation sociale dans le monde* (E/CN.5/267/Rev.1)<sup>2</sup>. Au deuxième correspond le rapport intitulé *Etude internationale des programmes d'action sociale* (E/CN.5/301/Rev.1)<sup>3</sup>, qui a été soumis à la vingtième session du Conseil économique et social. Quant au troisième, le Secrétaire général a présenté en 1956 un rapport (E/2890)<sup>4</sup> indiquant dans quelle mesure l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées avaient mis en œuvre le programme. On voit que malheureusement les rapports correspondant aux trois aspects de la question n'ont pas paru simultanément; leur publication s'est étalée sur une période de quatre ans, ce qui rend difficile une étude d'ensemble, d'autant que la situation sociale évolue rapidement, en particulier dans les pays sous-développés. Le représentant de l'Egypte espère qu'il sera possible de remédier à ce défaut et attend beaucoup à cet égard de la décision qu'a prise récemment le Conseil et dont il est question au paragraphe 611 du rapport de ce dernier (A/3154). D'autre part, le rapport correspondant au troisième aspect a quelque peu déçu la délégation égyptienne, qui s'attendait à ce qu'il montre le mécanisme de la coordination entre les organisations internationales et les autorités nationales et locales et, en particulier, à ce qu'il donne quelques exemples de projets sociaux tels que les centres d'éducation de base. Ces centres, dont l'UNESCO a pris l'initiative en Egypte et au Mexique, ont été organisés avec la coopération des autorités locales, de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La délégation égyptienne espère que l'on fera dorénavant une place plus large à l'analyse de l'aspect "coordination" du programme d'action concertée.

10. M. Talaat approuve entièrement ce qui est dit dans les deux dernières phrases du paragraphe 408 du rapport du Conseil. En Egypte, certains projets n'ont pas donné tous les résultats qu'on aurait pu escompter parce qu'ils ne s'intégraient pas bien dans l'ensemble des programmes économiques et sociaux. Il relève aussi

avec plaisir qu'au paragraphe 409 on souligne l'importance du développement communautaire et le rôle que peuvent jouer les coopératives pour faciliter le développement économique des régions rurales. En Egypte, depuis la promulgation de la loi sur la réforme agraire, en 1952, les coopératives de production et de consommation, encouragées par le gouvernement, sont extrêmement actives.

11. Passant à la section V du chapitre VI, relative au contrôle international des stupéfiants, M. Talaat note avec satisfaction que le Comité du trafic illicite a été considérablement aidé dans sa tâche par des représentants du Bureau permanent de la Ligue des Etats arabes pour le contrôle des stupéfiants et de la Commission internationale de police criminelle.

12. La délégation égyptienne a déjà indiqué son attitude à l'égard de la demande de l'Afghanistan lors de la vingt-deuxième session du Conseil. Elle considère avec bienveillance la demande de l'Afghanistan et se rend parfaitement compte des difficultés économiques qui l'ont motivée, mais elle a voté pour le renvoi de la question à la Commission des stupéfiants, sans préjuger le fond de l'affaire. Elle estime que les aspects sociaux de la tâche de la Commission des stupéfiants présentent une grande importance et est en faveur de l'octroi d'une assistance technique dans le domaine du contrôle des stupéfiants. Elle a d'ailleurs voté pour toutes les résolutions que la Commission a soumises au Conseil.

13. A propos du chapitre VII, M. Talaat souligne que sa délégation a participé activement aux travaux touchant les projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et que le Gouvernement égyptien s'est inspiré des principes énoncés dans ces instruments lorsqu'il a rédigé la nouvelle Constitution promulguée en 1956. La délégation égyptienne craint, comme elle a déjà eu l'occasion de le dire, que le système de rapports périodiques sur les droits de l'homme ne porte atteinte à la procédure prévue dans les pactes et que les études de droits ou groupes de droits particuliers ne viennent faire double emploi avec les études entreprises par d'autres organismes. M. Talaat félicite la Commission de la condition de la femme et tient à indiquer que son pays a pris des mesures concrètes en vue d'assurer aux femmes des droits égaux à ceux des hommes. La délégation égyptienne se demande toutefois si la Commission de la condition de la femme a agi sagement en inscrivant la question de la polygamie à l'ordre du jour de sa prochaine session, étant donné que c'est là une pratique qui est en train de disparaître rapidement. La Commission pourrait examiner le problème du divorce; en effet, la fréquence et les conséquences graves du divorce en font un sujet qu'il serait plus opportun d'étudier.

14. M. Talaat s'associe pleinement aux observations qu'a faites le représentant de la Syrie (757<sup>ème</sup> séance) au sujet de la liberté de l'information. L'Egypte, elle aussi, est en butte aux attaques calomnieuses d'organes d'information de certains pays et cet état de choses regrettable mérite de retenir l'attention du Conseil lors de sa prochaine session.

15. La délégation égyptienne appuie le projet de résolution des sept puissances (A/C.3/L.599/Rev.1) ainsi que l'amendement proposé par la Syrie (A/C.3/L.603); l'expression "Etats nouvellement constitués" lui paraît en effet trop restrictive. Elle approuve sans réserve l'idée qui a inspiré le projet tchécoslovaque (A/C.3/L.598); elle appuie également les amendements pré-

<sup>2</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente: 1952.IV.11.

<sup>3</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente: 1955.IV.8.

<sup>4</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-deuxième session, Annexes, point 10 de l'ordre du jour.

sentés (A/C.3/L.602) et votera en leur faveur. Sa seule réserve a trait au membre de phrase relatif aux valeurs culturelles de l'Orient et de l'Occident. Elle partage sur ce point les sentiments exprimés par la délégation grecque (755ème séance) et votera pour la suppression de ce passage.

16. M. PAZHAWAK (Afghanistan) voudrait à son tour donner certaines précisions à la Commission. Le représentant du Royaume-Uni a dit que c'était en raison des très vives controverses auxquelles elle donnait lieu, et des arguments techniques avancés de part et d'autre, que le Conseil avait jugé préférable de renvoyer la question à l'organe techniquement compétent, c'est-à-dire à la Commission des stupéfiants. M. Pazhwak tient à faire remarquer que le caractère technique des arguments et la vivacité des controverses n'ont pas empêché la Commission des stupéfiants de prendre une décision favorable à l'Afghanistan. Or, il est bien évident que c'est en tant qu'organe technique qu'elle a pris cette décision. C'est donc ailleurs qu'il faut chercher la raison pour laquelle le Conseil a décidé de renvoyer à nouveau la question à la Commission des stupéfiants.

17. Mlle RADIC (Yougoslavie) regrette que la Troisième Commission dispose d'un temps si limité pour examiner le rapport du Conseil économique et social (A/3154) et espère que les mesures nécessaires seront prises pour qu'une telle situation ne se reproduise pas à la session suivante.

18. L'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ont accompli dans le domaine social un travail considérable, qui se situe sur le plan des recherches plutôt que sur le plan pratique. Cependant, depuis que l'on a reconnu l'urgence du problème que pose le développement économique et social des pays sous-développés, on a compris la nécessité d'adopter des mesures hardies d'ordre pratique qui permettent de mener à bien la tâche entreprise. Cette tendance positive qui s'est affirmée au cours de l'année écoulée a permis des réalisations importantes. L'Administration de l'assistance technique (AAT) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) ont maintenant un caractère permanent et les programmes à long terme facilitent considérablement le développement économique et social des divers pays. En outre, les activités d'un grand nombre de commissions conduisent à des résultats de plus en plus concrets.

19. Le besoin d'une action coordonnée se fait sentir toujours davantage, en particulier dans le domaine social où les institutions spécialisées ont mis en œuvre des programmes variés. Des résultats satisfaisants ne pourront être obtenus que grâce à l'adoption de méthodes de travail qui permettent aux organismes intéressés de se consacrer tout particulièrement à la solution des problèmes clefs. Il convient donc que le Conseil oriente ses efforts dans ce sens; il va sans dire toutefois que son action de coordination ne doit pas avoir pour effet de limiter l'autonomie dont jouissent les institutions spécialisées.

20. Parmi les questions dont traite le rapport du Conseil économique et social, la mise au point d'un programme coordonné d'action sociale a appelé tout particulièrement l'attention de la délégation yougoslave. L'adoption de l'idée selon laquelle le progrès social dépend en grande partie du développement communautaire entrepris avec l'aide des Nations Unies est l'aboutissement des efforts déployés par les pays sous-

développés en vue d'améliorer leurs conditions de vie. L'Organisation des Nations Unies devrait leur fournir à cet égard une aide plus efficace. Il ne convient pas qu'elle se borne à effectuer des études générales; il faut aussi qu'elle tienne compte des caractéristiques particulières à chaque pays en vue de mobiliser l'ensemble des ressources dont ils disposent. Les critères choisis devront être suffisamment souples pour répondre aux besoins des différents pays et régions, et suffisamment larges pour laisser le choix entre diverses méthodes de mise en œuvre. L'expérience de la Yougoslavie montre l'importance que l'on doit attacher à l'initiative personnelle et à la participation active des collectivités. Le Gouvernement yougoslave s'efforce de mettre au point des méthodes d'administration autonome qui permettent d'harmoniser l'action des collectivités avec les efforts entrepris à l'échelon national et international. Il cherche à intégrer les activités d'organisations privées, telles que les groupements féminins et les mouvements de jeunesse, à celles des services gouvernementaux. Si l'on veut que les collectivités soient les principaux artisans du progrès économique et social, il convient de délimiter des circonscriptions suffisamment étendues. Les faits démontrent que les petites collectivités ne disposent pas des ressources matérielles et humaines nécessaires pour parvenir au but souhaité. A l'heure actuelle, la majorité des collectivités yougoslaves participent à la solution des problèmes qui se posent à elles. La femme yougoslave prend à cette tâche une part prépondérante. Une aide internationale plus rapide et plus efficace est nécessaire si l'on veut mener à bien les programmes d'action à long terme en matière de développement communautaire. Toute recommandation que l'on pourra formuler à cet égard ne manquera pas d'aider les gouvernements dans l'élaboration de leurs plans.

21. En ce qui concerne la demande de l'Afghanistan, Mlle Radic n'est pas en mesure de dire quelle position adoptera sa délégation à la Commission des stupéfiants, mais elle juge que le représentant de l'Afghanistan était entièrement fondé à soulever une question qui présente une si grande importance pour son pays.

22. M. TOWNSEND EZCURRA (Pérou) a étudié avec grand intérêt la rapport du Conseil économique et social (A/3154) et la déclaration du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales (754ème séance). Il tient, à son tour, à féliciter le Conseil et à exprimer l'espoir que son action si utile se développera encore à l'avenir.

23. Le Pérou prêterait son appui à toute initiative visant à favoriser le développement communautaire. Il ne faut pas oublier, en effet, que la civilisation précolombienne reposait sur une vaste confédération de collectivités agricoles. Ni la conquête européenne, qui amena dans son sillage les systèmes féodaux alors en vigueur dans l'ancien monde, ni la création de la République, qui donna une forte impulsion à l'individualisme, ne purent complètement anéantir ces cellules de l'organisation autochtone que la Constitution de 1933 a reconnues. Les collectivités agricoles péruviennes sont animées d'un remarquable esprit de progrès. Certaines d'entre elles ont réussi par leurs propres efforts à se transformer en véritables coopératives agricoles dotées de l'équipement le plus moderne. Tout récemment, la population de Vicos, dans la région de Callejón, a mené à bien avec l'aide du gouvernement une intéressante expérience de développement communautaire: grâce à l'adoption de techniques nouvelles,

à la suppression de l'analphabétisme et à la création de services sanitaires, la région a été complètement transformée. Le concours prêté par les Nations Unies dans ce domaine mérite également d'être signalé: M. Townsend Ezcurra songe en particulier au plan relatif aux Indiens des Andes, à l'exécution duquel le Pérou collabore avec les autres pays d'Amérique latine, la Bolivie et l'Equateur notamment, qui ont à résoudre les mêmes problèmes que lui.

24. La délégation péruvienne accueille avec satisfaction le projet de résolution des sept puissances (A/C.3/L.599/Rev.1), qui tend à coordonner les efforts déployés, sur le plan national et sur le plan international, en vue d'élever les niveaux de vie et d'améliorer les conditions d'existence des peuples. Elle s'intéresse particulièrement à l'étude de la migration des populations rurales vers les centres urbains, car il s'agit là d'un phénomène relativement récent dont les conséquences, certainement importantes, doivent être déterminées avec une précision scientifique. L'adoption du projet de résolution des sept puissances constituera un premier pas dans cette direction.

25. La délégation du Pérou appuiera également le projet de résolution de la Tchécoslovaquie (A/C.3/L.598).

26. M. BRILLANTES (Philippines) présentera quelques brèves observations touchant le développement communautaire. Il tient à signaler que, dans son pays, les programmes de cette nature ont dépassé le stade de la planification. Des coopératives agricoles fonctionnent dans la plupart des villes et des collectivités; des banques rurales ont été créées; le nombre des centres sanitaires ruraux s'accroît régulièrement; l'action entreprise dans le domaine de l'éducation de base a été intensifiée et le programme de construction routière actuellement mis en œuvre permettra, en améliorant les moyens de transport, de développer la production des collectivités rurales et de freiner le dépeuplement des campagnes. Le représentant des Philippines sera heureux d'appuyer le projet de résolution des sept puissances (A/C.3/L.599/Rev.1) qui, espère-t-il, recueillera l'assentiment unanime des membres de la Commission.

27. Passant à la demande de l'Afghanistan, M. Brillantes fait observer qu'il convient de l'examiner avec prudence et en toute objectivité, en mettant l'accent sur les aspects techniques et en faisant abstraction de toute considération politique. La production et l'exportation de l'opium présentent un intérêt vital pour l'Afghanistan, qui désire les poursuivre conformément aux règlements internationaux. Le Gouvernement afghan avait pris des mesures d'interdiction, mais les résultats ont été désastreux pour l'économie du pays. L'Iran, qui a interdit la production et l'exportation de l'opium dans l'intérêt de sa population, estime que l'inscription de l'Afghanistan sur la liste des pays producteurs et exportateurs généraie la politique qu'il poursuit dans ce domaine. Quant au Pakistan, il considère qu'en donnant suite à la demande de l'Afghanistan, on aggraverait la contrebande de l'opium. Quelle position doit adopter la Troisième Commission? Chacun sait que, si nuisible que soit l'usage inconsidéré de l'opium, ce stupéfiant n'en présente pas moins une très grande utilité sur le plan médical; les progrès de la science n'ont pas été assez rapides pour permettre à la médecine de se passer entièrement de l'opium et de ses dérivés. C'est pour cette raison que les conventions sur les stupéfiants n'interdisent pas la pro-

duction de l'opium, mais se contentent de la limiter et de la réglementer. Si le nombre des pays autorisés, aux termes du Protocole de 1953 (E/NT/8)<sup>5</sup>, à produire et à exporter de l'opium a été fixé à sept, c'est sans doute parce que l'on a estimé que leur production suffirait à répondre aux besoins des malades du monde entier. Or, dans son rapport (A/3154), le Conseil économique et social a indiqué qu'en 1954 la demande de ce stupéfiant s'était accrue. Par ailleurs, l'Iran a cessé de produire et d'exporter de l'opium. On peut donc choisir entre deux solutions: autoriser les six pays restants à augmenter leur production, ou comprendre l'Afghanistan parmi les pays autorisés à produire de l'opium en vue de l'exportation. C'est sans doute en raison de ces considérations que le Conseil économique et social a estimé qu'il y avait lieu d'éluider certaines questions d'ordre technique et que, sans préjuger le fond du problème, il a adopté une résolution [résolution 626 G (XXII)], qui en renvoie l'examen à la Commission des stupéfiants. Le problème doit être résolu par un organe technique et la Troisième Commission ne peut que s'efforcer de concilier des opinions divergentes en vue de favoriser la coopération internationale.

28. En ce qui concerne le chapitre VII du rapport du Conseil économique et social (A/3154), M. Brillantes note avec satisfaction les nombreuses réalisations enregistrées dans le domaine des droits de l'homme et félicite le Conseil de l'œuvre qu'il a accomplie pendant la période visée par le rapport.

29. Mme KOWALIKOWA (Pologne) a étudié avec intérêt le rapport du Conseil économique et social (A/3154). Tout en appréciant à sa juste valeur l'œuvre que cet organe a réalisée, elle espère que de nouveaux progrès seront effectués en ce qui concerne l'accomplissement des tâches importantes qui incombent au Conseil et, notamment, le développement communautaire, le développement des centres urbains et l'application de plans intégrés en matière économique et sociale. Le Gouvernement polonais s'attache tout particulièrement à résoudre les problèmes qui se posent dans ces domaines et il espère pouvoir tirer profit des résultats concrets obtenus par le Conseil.

30. Mme Kowalikowa a été surprise de voir que la suggestion du Secrétaire général mentionnée au paragraphe 412 du rapport du Conseil n'avait pas rencontré une approbation unanime. Certains membres du Conseil ont fait valoir, par exemple, que la notion de développement économique et social équilibré n'était pas assez clairement définie et que les problèmes considérés étaient trop complexes pour entreprendre une étude quelconque à leur sujet. De l'avis de la délégation polonaise, la notion est tout à fait claire. Il s'agit de maintenir dans le développement des diverses branches de l'économie nationale un équilibre tel, et dans le revenu national une répartition telle, que le développement harmonieux de l'ensemble de l'économie soit assuré et que les besoins de la population soient satisfaits. C'est là une tâche ardue, et l'échange, entre les différents pays, de renseignements concernant les méthodes qu'ils appliquent et qui varient selon leur structure économique et sociale et le degré de leur développement économique n'en est que plus nécessaire. Loin de se laisser décourager par les difficultés, les Etats devraient au contraire déployer tous leurs efforts pour les surmonter, en évitant de renouveler les erreurs

<sup>5</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente: 1953.XI.6.

commises et en tenant compte des expériences qui se sont révélées fructueuses.

31. La Pologne est en voie d'industrialisation. L'industrie et l'artisanat fournissent déjà plus de 50 pour 100 du revenu national. Seule l'économie planifiée a permis d'arriver à ce résultat, qui n'a pas été atteint sans erreurs ni tâtonnements. Le Gouvernement polonais s'attache à rectifier les erreurs commises et l'objet principal du plan quinquennal est de maintenir un juste équilibre entre le développement de l'économie et l'amélioration du niveau de vie de la population. Si l'expérience acquise par la Pologne peut être utile aux pays qui s'efforcent de résoudre les mêmes problèmes, le Gouvernement polonais, lui aussi, peut tirer profit de l'expérience d'autres pays.

32. La représentante de la Pologne juge insuffisante la recommandation qui figure au paragraphe 417 du rapport du Conseil et qui ne vise qu'une étude préliminaire. Elle espère qu'à sa prochaine session le Conseil recommandera au Secrétariat de procéder à des études approfondies qui présenteront une utilité plus grande pour les pays intéressés.

33. Passant à la demande de l'Afghanistan, Mme Kowalikowa souligne combien il importe pour ce pays de pouvoir exporter l'opium qu'il produit puisque les habitants de trois provinces tirent leur subsistance de la culture du pavot et qu'il est impossible, au stade actuel de développement de l'économie afghane, d'orienter les producteurs d'opium vers d'autres occupations. Il est injuste d'exclure l'Afghanistan du nombre des pays produisant de l'opium pour l'exportation et de priver une partie de la population de ses moyens d'existence aussi longtemps que d'autres pays sont autorisés, par le Protocole de 1953, à exporter de l'opium. La délégation polonaise appuiera donc la demande de l'Afghanistan.

34. La représentante de la Pologne accueille avec satisfaction la proposition de la Tchécoslovaquie (A/C.3/L.598). Il semble paradoxal qu'au milieu du XXème siècle, à l'ère du cinéma, de la radio et de la télévision, les pays se connaissent si peu. L'objet du projet de résolution tchécoslovaque est de combler cette lacune en intensifiant les échanges culturels entre les différents pays. Les peuples auront ainsi l'impression qu'ils appartiennent à une seule et grande famille, la famille humaine, et qu'ils possèdent en commun le patrimoine culturel du monde entier. Bien que le projet de résolution tchécoslovaque ne fournisse pas de précisions sur les formes que devra revêtir une telle coopération, son adoption n'en favorisera pas moins le développement des relations culturelles dans les domaines les plus variés. Pour sa part, la Pologne entretient des rapports avec nombre de pays dont elle a appris à apprécier les valeurs culturelles et auxquels elle a fait connaître ses réalisations dans ce domaine. Le projet de résolution tchécoslovaque vise indirectement à écarter les obstacles que l'on rencontre encore dans cette voie et il contribuera de ce fait au renforcement de la confiance internationale et au maintien de la paix.

35. Enfin la délégation polonaise appuiera le projet de résolution (A/C.3/L.599/Rev.1) portant sur le programme d'action pratique concertée dans le domaine social.

36. M. BRATANOV (Bulgarie) souligne l'importance des problèmes traités dans le rapport du Conseil économique et social (A/3154). Il fait observer qu'en ce qui concerne la Bulgarie, de nombreux problèmes

sociaux ont été résolus au cours des 10 dernières années et qu'il en est résulté un relèvement du niveau de vie de la population. L'expérience faite par le Gouvernement bulgare l'a convaincu que des succès importants et durables dans le domaine social ne peuvent être obtenus que si l'économie du pays est en progrès constant.

37. Tout en reconnaissant l'intérêt des problèmes posés dans le rapport — le problème des stupéfiants, par exemple, à propos duquel la Bulgarie voudrait adopter une attitude favorable à l'égard de l'Afghanistan — M. Bratanov se bornera à commenter le projet de résolution présenté par la Tchécoslovaquie (A/C.3/L.598). La coopération internationale dans les domaines de la culture et de la science revêt en effet à ses yeux une importance primordiale. La Charte des Nations Unies elle-même impose au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale de se préoccuper de la question puisque, de manière indirecte à l'Article premier, paragraphe 3, et de manière directe à l'Article 55, elle fait de la coopération intellectuelle internationale un moyen d'assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales. Il est certain qu'en prenant des mesures efficaces pour resserrer les liens culturels et scientifiques, on contribuerait largement à faire régner la paix et l'amitié entre les peuples du monde entier.

38. Le peuple bulgare fait tout son possible pour se familiariser avec le patrimoine des autres peuples. C'est dans cet esprit qu'il honore par des cérémonies commémoratives les grands noms de la culture mondiale et que les institutions scientifiques et culturelles bulgares envoient des représentants dans les pays les plus divers aux congrès et aux conférences les plus variés. De nombreux savants, hommes politiques et hommes de lettres, venus de tous les continents, ont visité la Bulgarie en 1956. Ils ont appris à connaître la culture et le mode de vie des Bulgares et leur aspiration la plus chère, qui est de vivre en paix. Le Gouvernement bulgare attache une importance particulière aux relations culturelles avec les pays voisins. Il est déjà parvenu à resserrer sensiblement ses liens avec la Yougoslavie et la Roumanie et ne ménage aucun effort pour se rapprocher des autres Etats adjacents. L'expérience acquise par la Bulgarie prouve que plus les peuples se connaissent, plus se dissipent les causes de méfiance et plus se renforce le respect mutuel; la psychose de guerre disparaît naturellement.

39. La République populaire de Bulgarie ne pouvait, dans ces conditions, qu'accueillir avec satisfaction le projet de résolution tchécoslovaque (A/C.3/L.598) modifié par les amendements acceptés (A/C.3/L.602). Il est fondé sur les principes de la Charte des Nations Unies et son adoption contribuerait à l'établissement de relations pacifiques et amicales entre les peuples. Il vient à son heure, car il tend à ce que l'Assemblée générale adresse un appel à tous les Etats pour les inviter à favoriser le développement de la coopération culturelle et scientifique internationale et l'on doit reconnaître que cet appel serait en ce moment fort opportun. En outre, il ne se borne pas à répéter la résolution 7.53 de l'UNESCO, qui figure dans la note du Président (A/C.3/L.600) et dont la portée est moins large. De l'avis de la délégation bulgare, il serait préférable que l'Assemblée générale soit saisie d'un rapport concernant les possibilités pratiques d'un développement général de la coopération intellectuelle, comme le proposait le texte original du projet de résolution



tchécoslovaque. Quoi qu'il en soit, le projet modifié, s'il était adopté, donnerait une impulsion aux Etats et pousserait l'UNESCO à agir avec plus d'énergie dans un domaine fondamental.

40. M. ARDALAN (Iran) ne souhaite pas commenter longuement la question du droit, pour l'Afghanistan, de produire de l'opium en vue de l'exportation. Il tient seulement à préciser que c'est à la suite d'une explication donnée par l'Iran que le Conseil économique et social a adopté la résolution invitant la Commission des stupéfiants à poursuivre l'étude de cette question [résolution 626 G (XXII)]. La délégation iranienne aura l'occasion d'exposer ses vues dans le détail à la Commission des stupéfiants et à l'Assemblée générale lorsque celle-ci examinera la recommandation définitive du Conseil économique et social. M. Ardalan souligne le caractère humanitaire de la décision prise par l'Iran et exprime l'espoir que son gouvernement pourra, grâce à la coopération internationale, atteindre l'objectif qu'il s'est fixé.

41. La délégation iranienne est disposée à appuyer le projet de résolution des sept puissances (A/C.3/L.599/Rev.1); elle approuve la proposition tchécoslovaque (A/C.3/L.598) modifiée conformément aux amendements acceptés (A/C.3/L.602).

42. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que l'Afghanistan devrait figurer parmi les pays qui sont autorisés à produire de l'opium en vue de l'exportation et que le Protocole de 1953 devrait être modifié en conséquence. On ne peut qu'être frappé de la volonté de l'Afghanistan de coopérer dans ce domaine avec les autres Etats et l'on ne voit vraiment aucune raison de refuser cette offre de collaboration internationale. La délégation soviétique considère qu'en adoptant la résolution 626 G (XXII) le Conseil économique et social a entendu suggérer à la Commission des stupéfiants de prendre sans délai les mesures voulues pour que l'Afghanistan soit classé parmi les Etats exportateurs d'opium.

43. Le représentant de l'Union soviétique déplore qu'aient été formulées des allégations selon lesquelles la Chine continentale serait une source de trafic illégal. Ces assertions sont dépourvues de tout fondement et d'autant moins justifiées que la République populaire de Chine est l'un des Etats les plus progressistes dans la lutte contre le trafic des opiacés.

44. La délégation soviétique est reconnaissante au représentant de la Tchécoslovaquie d'avoir déposé devant la Commission un projet (A/C.3/L.598) relatif à la coopération internationale dans les domaines de la culture et de la science. On ne saurait, en effet, trop insister sur l'importance d'une telle coopération pour le maintien de la paix. L'existence de liens culturels et scientifiques étroits entre les peuples ouvre la voie à la confiance et à l'amitié; elle est un facteur d'assainissement des relations internationales et l'une des conditions essentielles du relèvement des niveaux de vie, dans les pays sous-développés en particulier. Pour toutes ces raisons, elle favorise la collaboration entre Etats et rend possible la coexistence pacifique. Le Gouvernement de l'Union soviétique, qui fait du maintien de la paix le principe fondamental de sa politique extérieure, est un partisan convaincu du développement des échanges culturels internationaux. Le représentant de l'Union soviétique cite à ce sujet plusieurs déclarations de M. Boulganine — notamment celle qu'il a faite le 23 juillet 1955 à la Conférence des chefs de gouvernement des quatre puissances, qui s'est tenue à

Genève. Il cite également M. Khrouchtchev qui a insisté sur la nécessité de favoriser les relations culturelles et scientifiques tout en respectant le principe de l'égalité des Etats.

45. L'Union soviétique est bien placée pour pouvoir participer à des échanges intellectuels avec le reste du monde. La vie culturelle et scientifique de l'Union soviétique connaît en effet un grand essor dans tous les domaines. Il suffit d'ailleurs de rappeler que les écoles de l'URSS comptaient 50 millions d'élèves en 1956 contre 10 millions en 1914 et que le nombre des établissements d'enseignement supérieur est passé de 105 en 1916 à 465 en 1956; à cette date, il y avait 2 millions d'étudiants, c'est-à-dire proportionnellement plus que dans les autres pays d'Europe. En outre, des théâtres et maisons de la culture ont été construits en grand nombre. Le développement culturel de certaines républiques de l'Union est particulièrement frappant: c'est ainsi qu'au Tadjikistan, où, avant la révolution, l'enseignement supérieur était inconnu, le nombre des personnes qui ont fait des études universitaires est maintenant de 7.000. Le peuple soviétique éprouve le plus vif intérêt et le plus grand respect pour les valeurs culturelles des autres peuples. Les musées et les bibliothèques de l'URSS sont riches d'œuvres étrangères — la bibliothèque Lénine en compte plus de 6.700.000. En outre, l'Union soviétique, qui a part à l'action de l'UNESCO, participe aussi à l'Année géophysique internationale, comme elle a participé aux jeux Olympiques et à l'exposition qui s'est tenue à Genève en même temps que la Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Elle a conclu des accords culturels bilatéraux prévoyant des programmes d'échanges avec de nombreux Etats. On a assisté en 1956 à des mouvements ininterrompus de missions scientifiques, culturelles et sportives entre l'URSS et les pays étrangers. Il convient de signaler, à ce sujet, le grand rôle joué par l'Académie des sciences de l'URSS, qui a organisé un certain nombre d'études et d'expéditions scientifiques en coopération avec des institutions d'autres pays. Il faut noter aussi que les universités de l'Union accueillent de nombreux étudiants étrangers et que plus de 30.000 touristes originaires de 50 pays sont venus visiter l'URSS en 1956. Il est certain que ces échanges ont facilité la compréhension entre les peuples et consolidé leur amitié. Les nations prennent de plus en plus conscience de la valeur vivifiante des relations culturelles.

46. Le représentant de l'URSS citera l'exemple des contacts intellectuels entre son pays et les Etats-Unis d'Amérique. Les échanges se sont multipliés depuis la Conférence de Genève de 1955 et ont été indiscutablement fructueux, comme en témoignent notamment le rapport de la mission agricole soviétique aux Etats-Unis et celui de la mission agricole américaine en URSS. De part et d'autre, la presse s'est prononcée pour l'élargissement de la coopération culturelle et scientifique entre les deux pays. Etant donné les bons résultats obtenus et le fait que, de l'avis de M. Eisenhower, l'amitié des Etats-Unis et de l'Union soviétique est la pierre angulaire sur laquelle repose la paix, il est singulier que le Département d'Etat ait récemment décidé la suspension des échanges intellectuels avec l'URSS, malgré l'avis d'une partie de l'opinion.

47. Les rapports culturels et scientifiques de l'Union soviétique et du Royaume-Uni se sont intensifiés pour le plus grand profit des deux parties en 1955 et 1956, mais on a constaté récemment un ralentissement re-

grettable des échanges, qui porte préjudice aux deux pays. Il est dû à l'attitude du Gouvernement du Royaume-Uni et ne semble pas approuvé par tous les secteurs de l'opinion. Des obstacles artificiels ont été élevés aussi — et nullement par la faute du Gouvernement soviétique — entre l'URSS et la France. M. Arkadev déplore d'autant plus ce changement d'attitude de la part de certains pays que l'Union soviétique est toute disposée à développer ses relations intellectuelles sur la base de la réciprocité avec tous les Etats; elle souhaite connaître mieux les apports des autres peuples au patrimoine de l'humanité et partager avec eux ses richesses propres.

48. Ce n'est que s'il existe une coopération internationale active que les progrès de la science et de la culture peuvent avoir un caractère véritablement universel. L'Organisation des Nations Unies a, dans ce domaine, un grand rôle à jouer. Cependant, ni la Troisième Commission ni le Conseil économique et social ne paraissent s'être réellement préoccupés du développement des relations culturelles et scientifiques. La délégation tchécoslovaque a eu raison de souligner l'importance primordiale de la question et de l'avoir envisagée du point de vue des Nations Unies. Son projet, qui tient compte de tous les éléments pertinents, a l'avantage de recommander certaines mesures immé-

diates et de permettre une étude d'ensemble du problème.

49. M. SCOTT FOX (Royaume-Uni) s'étonne que le représentant de l'URSS paraisse ignorer les raisons pour lesquelles le rythme des échanges culturels et scientifiques entre le Royaume-Uni et l'Union soviétique s'est ralenti au cours des derniers mois. C'est que le peuple britannique a été profondément affecté par la tragédie qui a frappé la Hongrie.

50. M. GREENBAUM (Etats-Unis d'Amérique) déclare que, si le Gouvernement des Etats-Unis s'est montré plus réservé en ce qui concerne les échanges avec l'Union soviétique, c'est en raison des événements qui se sont déroulés en Hongrie. La délégation des Etats-Unis estime que la confiance mutuelle est l'un des fondements des bonnes relations intellectuelles entre Etats et regrette que l'exposé du représentant de l'Union soviétique n'ait pas toujours été aussi constructif que cela aurait été souhaitable.

51. La délégation des Etats-Unis est favorable au projet tchécoslovaque (A/C.3/L.598).

52. Le PRESIDENT déclare close la liste des orateurs.

La séance est levée à 18 h. 10.